

Article du samedi 07 mai 2016

## Les BTP des Dom « exigent d’être écoutés »

### ■ ILS ONT DIT

« *Un comité de crise* »

**Bruno Blandin**,  
président de l'Union des entreprises (Medef Guadeloupe)

« *Toutes les décisions sont prises à Paris. Il nous faut donc nous servir de nos relais pour obtenir un déblocage immédiat des dossiers à Bercy, le respect des délais de paiement et des intérêts moratoires. Au niveau local, il faut que soit mis en place un comité de crise réunissant État, Région et Département, chargé de suivre la commande publique. Mobilisons-nous et réagissons : nous ne pouvons pas continuer à voir nos salariés souffrir et nos entreprises mourir.* »

« *Aux parlementaires de faire ouvrir les portes* »

**Colette Koury**, présidente de la Chambre de commerce

« *Je m'attendais à voir ici nos parlementaires. Il est de leur responsabilité de faire ouvrir les portes qui bloquent à Bercy, à Matignon et à l'Élysée. Un sentiment de révolte, encore retenue, émerge dans tous les Dom. Il faut une mobilisation politique pour en faire comprendre la teneur. Sinon, cette révolte ne restera pas longtemps pacifique. Notez qu'en Guadeloupe, toutes les crises depuis 1967 sont nées à la suite d'une crise du BTP.* »

Article du lundi 09 mai 2016

## L'Union des entreprises soutient le BTP

Dans un communiqué, Bruno Blandin, président de l'Union des entreprises (Medef Guadeloupe) « affirme son **total soutien aux entreprises du BTP et à leurs salariés** ».

« **S**ecteur clef de nos économies dominiennes, le BTP est confronté à une crise qui résulte pour l'essentiel de la défaillance de l'action publique et, d'abord, de celle d'un État qui n'assure plus la cohérence de l'action de ses services centraux avec sa parole publique », affirme Bruno Blandin. Rappelant les tenants de cette crise – effondrement de la production de logements sociaux, baisse de la commande publique, délais inacceptables de paiement, blocage des agréments fiscaux, etc. – le président de l'UDE demande « des mesures

urgentes : un réel pilotage opérationnel de la commande publique, le déblocage des paiements publics, l'intervention directe de la Caisse des dépôts, de la Banque publique d'investissement ou de tout autre organisme financier de l'État afin que soient prises les mesures nécessaires au portage des créances publiques. Nous exigeons de l'État qu'il applique enfin sans faille le droit (paiements publics, mandatement d'office, paiement des intérêts moratoires, contrôle des marchés publics). » Au niveau local, l'UDE souhaite une réunion opérationnelle au plus haut

niveau en urgence de l'État, du conseil régional et du Département, à laquelle elle veut être associée.

### UNE MOBILISATION DES PARLEMENTAIRES

Par ailleurs, elle demande « à tous nos parlementaires d'exiger une rencontre avec le président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Économie et des Finances afin que soient clairement levés les blocages et que les votes du Parlement soient enfin respectés loyalement ». L'UDE souhaite également une rencontre avec les présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat. « Nous



Bruno Blandin.

voulons que nos parlementaires se mobilisent pleinement à nos côtés et attendons de nos chefs d'exécutifs locaux un total engagement », conclut le communiqué.